

MARCHE PUBLICS DE SERVICES

MARCHE DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION DE
FROID DU CFA DE LAGORD

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**

SOMMAIRE

Contenu

I	CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS	3
I.1	Généralités	3
I.1.1	Le bâtiment CFA et le bâtiment maintenance	3
I.1.2	Le pôle mécanique automobile	3
I.2	Ouvrages pris en charge et limites de prestations	3
I.2.1	Systèmes thermodynamiques	3
I.2.2	Équipements divers	3
I.2.3	Équipements hors marché.....	3
I.2.4	Modification des installations par le Gestionnaire	3
II	OBLIGATIONS DU MAINTENEUR	4
II.1	Généralités	4
II.2	Rafratchissement et climatisation.....	4
II.3	Dépannage et astreinte	4
II.4	Maintenance Entretien	5
II.5	Conduite et entretien	5
II.5.1	Entretien courant des systèmes thermodynamiques.....	5
II.5.2	Télésurveillance / télégestion	6
II.6	Obligations réglementaires.....	6
II.7	Carnet de maintenance	6
II.8	Rapport de fin d'exercice.....	7
III	CONTROLE DE LA PRESTATION.....	7
IV	INTERRUPTION DE SERVICE	7
V	DEVOIR DE CONSEIL.....	7
V.1	Sécurité - conformité	7
V.2	Économies d'énergie.....	8
VI	PROCÉDURE EN CAS DE SINISTRE	8
VII	OBLIGATIONS DU GESTIONNAIRE	8
XII	ANNEXES	8

I CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS

I.1 Généralités

Les informations transmises aux soumissionnaires lors de l'appel d'offres relatives à l'ensemble des installations sont aussi complètes que possible. Cependant elles ne peuvent être considérées comme exhaustives.

Pour répondre une visite du site est obligatoire.

Le site est composé de 2 ensembles de bâtiments.

- Le bâtiment CFA et le bâtiment maintenance.
- Le pôle mécanique automobile.

Ils se trouvent sur le parc bas carbone atlantech et sont (seront) tous 2 certifiés

I.1.1 Le bâtiment CFA et le bâtiment maintenance.

Le CFA de Lagord à était mis en service en novembre 2018.

Les installations feront l'objet d'un procès-verbal contradictoire de prise en charge auquel pourront être annexées les consignes particulières de maintenance.

Le mainteneur devra notifier sur le procès-verbal de prise en charge toutes les remarques et réserves qui lui semblent opportunes.

I.1.2 Le pôle mécanique automobile

Ce nouveau bâtiment, est en cours de construction. La livraison est prévue en juillet 2023. Il n'y a pas d'installation de froid prévue.

I.2 Ouvrages pris en charge et limites de prestations

Le mainteneur prend en charge tous les équipements décrits à titre indicatif à l'annexe 1 qui permettent d'assurer la production de froid et le refroidissement de l'ensemble des laboratoires et locaux déchets alimentaires et y compris les chambres froides

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'un équipement non présent dans l'annexe 1 pour justifier la présentation d'un avenant ou la non-réalisation de la maintenance.

I.2.1 Systèmes thermodynamiques

Les équipements à prendre en charge au titre du marché comprennent :

- Les groupes froids et les systèmes d'émission de froid associés (compris circuit de fluide frigorigène, circuits aérauliques et hydrauliques) y compris unités intérieures
- Les groupes froids associés aux chambres froides et aux locaux poubelles des cuisines (compris circuit de fluide frigorigène, circuits aérauliques et hydrauliques) y compris unités intérieures.

I.2.2 Équipements divers

Les équipements à prendre en charge au titre du marché comprennent :

- L'ensemble des équipements de télésurveillance/télégestion ; Enregistreur de température et renvoi d'alarme
- Les chambres froides

I.2.3 Equipements hors marché

Les équipements suivants ne sont pas à la charge du mainteneur :

- les alimentations électriques en amont des compteurs électriques,
- le génie civil,

I.2.4 Modification des installations par le Gestionnaire

Le Gestionnaire se réserve le droit de faire effectuer toute extension ou modification d'installation par le personnel ou l'entreprise qualifiée de son choix.

II OBLIGATIONS DU MAINTENEUR

II.1 Généralités

Le mainteneur a une obligation générale de résultat et de conseil vis-à-vis du Gestionnaire.

Il est expressément précisé que le présent CCTP est énumératif et non limitatif ; il énumère des prestations qu'est en droit d'attendre le Gestionnaire en termes de bon fonctionnement des installations, et non les travaux préparatoires à ces prestations, ni les diverses sujétions qui en découlent, pour mener l'exécution à bonne fin.

L'Exploitant disposera pour cela d'un personnel en nombre suffisant et possédant les qualifications indispensables.

II.2 Rafraichissement et climatisation

Les locaux à usage spécifique sont climatisés.

Le mainteneur doit mettre les moyens en œuvre pour maintenir les températures maximums suivantes :

- Préparations froides, boucherie, pâtisserie et chocolaterie
 - 12°C en période d'activité
- Chambres froides positives
 - 3 °C en continu
- Chambres froides négatives
 - -21°C en continu

Le gestionnaire pourra néanmoins mettre à l'arrêt les équipements terminaux suivant ses contraintes d'occupation et de stockage

Disponibilité du service

Les dates de mise en route et d'arrêt du rafraîchissement sont communiquées au mainteneur par le gestionnaire au minimum deux (2) jours ouvrés avant l'action. Il appartient au mainteneur de s'être assuré au préalable de la capacité des installations à démarrer dans ce délai.

II.3 Dépannage et astreinte

Le mainteneur met à disposition 7j/ 7 aux heures ouvrées, sur le site, une personne qualifiée dans un délai maximal de 2 (deux) heures, après signalement téléphonique, télécopié ou électronique du gestionnaire ou du renvoi d'alarme, en cas de défaut pouvant mettre en jeu la sécurité des personnes et des biens ou d'anomalie perturbant le fonctionnement normal des installations. Dès la prise en compte par le titulaire de la prise en charge d'une anomalie ce dernier doit le notifier au responsable du marché.

Le personnel d'intervention a une parfaite connaissance des installations et est qualifié pour intervenir immédiatement et prendre les décisions qui s'imposent sur l'ensemble des installations. Il disposera d'un stock minimum de pièces détachées lui permettant d'assurer, sauf cas de force majeure, la remise en route des installations dans un **délai maximal de 6 (six) heures** après la demande d'intervention. Ce délai est repoussé à **48 heures** si la réparation nécessite la commande de pièces chez un fournisseur

De convention expresse, il est admis par le mainteneur, que le décompte de son temps d'intervention aura pour point de départ, les dates et heures d'appel, d'envoi de demande d'intervention par internet, de télécopie ou d'e-mail du représentant du gestionnaire.

Le coût des déplacements et des prestations effectuées en astreinte est compris au forfait P2.

L'exploitant communique obligatoirement au gestionnaire le numéro de téléphone d'astreinte 48 heures avant la date de prise d'effet du marché.

Tous les appels seront tracés par l'exploitant qui remettra un bilan annuel détaillé des interventions de dépannage (date et heure d'appel, heure d'arrivée, objet de la panne, CR de réparation, ...)

II.4 Maintenance Entretien

Sont réputées incluses dans le marché de maintenance toutes les prestations définies dans le CCTP et ses annexes, la réglementation et les règles de l'art, dans la mesure où :

- Elles concernent des matériels et équipements existants réellement sur l'installation.
- Elles ne sont pas contredites par le présent CCTP, qui constitue un document prioritaire.
- D'une manière générale, l'exploitant fera son affaire de l'accessibilité, y compris pour les installations en hauteur, à moins que l'accès aux installations ne puisse se faire dans des conditions satisfaisantes vis-à-vis de la sécurité du personnel d'intervention. L'exploitant ne pourra se prévaloir d'accessibilité par nacelle ou échafaudage pour en facturer le coût au gestionnaire ou se soustraire à ses obligations.

La Société assure, à minima, selon les besoins et dans l'optique d'obtenir les résultats notés ci-dessus, tout au long du marché et au moins une fois par an, des matériels et équipements existants réellement sur l'installation, les prestations suivantes :

- La conduite, la surveillance et le maintien des installations.
- L'entretien des installations suivant la réglementation en vigueur.
- La permanence et l'astreinte.
- La maintenance préventive systématique et régulière de chaque équipement.
- La maintenance préventive conditionnelle et corrective de chaque équipement.
- La fourniture des consommables nécessaires à l'entretien courant.
- L'assistance technique lors des contrôles réglementaires.
- La gestion, le financement et l'approvisionnement du stock de produits et de pièces de rechange.
- La fourniture des produits consommables tels que : fluide frigorigène
- La tenue des documents de maintenance, carnet de sécurité
- Le nettoyage des locaux techniques
- Les essais et manœuvres de vérification courante de bon fonctionnement des équipements.
- Les vérifications d'étanchéité des réseaux et manœuvre des organes d'isolement
- La surveillance générale des installations.

Sont incluses dans le contrat le remplacement des pièces, équipements et consommables dont le montant unitaire est inférieur ou égal à 500 €HT (prix facturé par le fournisseur du prestataire, remise déduite, hors main d'œuvre) ;

II.5 Conduite et entretien

Le mainteneur surveillera périodiquement l'état des divers matériels constituant ces installations et notamment les canalisations visitables et accessibles, dont il a la charge.

II.5.1 Entretien courant des systèmes thermodynamiques

La maintenance des systèmes thermodynamiques devra avoir la compétence pour exécuter les prestations spécifiques et périodiques imposées par le constructeur.

Par ailleurs, conformément à la réglementation, l'entreprise qui manipule du fluide frigorigène doit être titulaire d'une attestation de capacité délivrée par un Organisme agréé et disposer de personnels titulaires d'attestations d'aptitude délivrées par un Organisme évaluateur certifié par un Organisme certificateur accrédité COFRAC.

Le contenu minimum de la prestation de maintenance est détaillé en Annexe 2 pour chaque type de système thermodynamique.

L'exploitant prend en charge la fourniture de fluide frigorigène quel que soit la quantité ainsi que tous les frais inhérents associés. Toute opération de dégazage dans l'atmosphère de fluide frigorigène est interdite sauf si elle est nécessaire pour assurer la sécurité des personnes. Le détenteur de l'équipement prend toute disposition de nature à éviter le renouvellement de cette opération.

L'exploitant prendra toutes les mesures pour prévenir les fuites, les réparer dans les meilleurs délais et effectuer annuellement un contrôle de l'étanchéité du circuit frigorigène.

L'exploitant tiendra à jour un registre qui sera complété à chaque manipulation de fluide frigorigène et où sera consigné :

- La quantité et le type de fluide installé ;
- Les quantités ajoutées lors de la maintenance ;

- Les quantités de fluide recyclé ou régénéré installé avec le nom de l'installation d'origine ou du régénérateur et le numéro de certificat
- Les quantités de fluide frigorigène récupérées ;
- L'identité de l'entreprise de maintenance et le numéro de son attestation de capacité ;
- Les dates et les résultats des contrôles d'étanchéité.
- L'exploitant déclare chaque année, avant le 31 décembre, à l'Organisme qui lui a délivré son attestation de capacité, tous les mouvements de fluide de l'année écoulée par type de fluide (stocké, acheté, recyclé, régénéré, détruit).
- Tout manquement aux conditions ci-dessus définies sera considéré comme un manquement grave aux obligations d'entretien entraînant droit à pénalité pour non-respect des engagements contractuels.

Remarque : dans le cadre des actions correctives, les traitements à base de peroxyde d'hydrogène seront systématiquement privilégiés si les installations le permettent.

II.5.2 Télésurveillance / télégestion

La prestation due au présent marché comprend, au titre du contrat, l'entretien courant des systèmes de surveillance des installations (centrale d'alarme et de suivi température).

Le mainteneur s'engage à vérifier et à modifier en cas de besoin la programmation et le fonctionnement des automates de régulations, capteurs et liaisons filaires jusqu'aux transmetteurs.

L'entretien courant comprend :

- La gestion des points raccordés
- le contrôle mensuel de la qualité des alarmes, des comptages et des mesures pris en compte par le transmetteur
- la vérification complète annuelle du transmetteur comprenant le dépoussiérage et le resserrage des connexions.
- La vérification et le renouvellement au besoin des batteries de secours

Un renvoi d'alarmes par la GTC est mis en place. Celui-ci sera à tester.

II.6 Obligations réglementaires

Pour les systèmes thermodynamiques présentant une quantité de fluide frigorigène supérieure à 2 kg, l'exploitant procédera, ou fera procéder, au contrôle annuel de l'étanchéité des circuits frigorigènes, conformément à l'arrêté du 7 mai 2007 relatif au contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques. Les certificats d'étanchéité seront remis au gestionnaire suite au contrôle.

L'exploitant procédera, conformément au décret n° 2010-349 du 31 mars 2010 et à l'arrêté du 16 avril 2010, au contrôle des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique nominale utile est supérieure à 12 kilowatts. Cette inspection sera réalisée par une personne dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité COFRAC. Le rapport d'inspection sera remis au gestionnaire suite au contrôle.

II.7 Carnet de maintenance

Le mainteneur tiendra à jour un carnet de maintenance :

- Toutes les informations concernant les visites du mainteneur doivent y être impérativement consignées en détails (relevé de température, vérifications effectuées, type de prestations effectuées...).

Le carnet de maintenance devra être mis en place par le mainteneur dans les quatre mois suivant la notification du marché.

II.8 Rapport de fin d'exercice

L'exploitant doit remettre au gestionnaire avant le 31 août de chaque année un bilan de l'année écoulée.

Le bilan annuel devra notamment faire figurer :

- Les listes de matériel à jour,
- Certificat annuel d'étanchéité des circuits de fluide frigorigène (> 2 kg)
- Le bilan par installation des interventions
- La synthèse présentant les actions réalisées ainsi que les évolutions souhaitables des installations en matière de sécurité, d'économie d'énergie et de pérennité de fonctionnement ;

III CONTROLE DE LA PRESTATION

Le gestionnaire, la Région ou toute personne ou organisme délégué(e) par le gestionnaire ou la Région contrôle la bonne exécution du présent contrat. Des agents du gestionnaire/de la Région ou délégués par le gestionnaire/la Région, pourront pénétrer à toute heure dans les locaux techniques, accompagnés ou non de l'exploitant, les clefs ou un passe général leur sera remis.

Le mainteneur rendra compte de la bonne marche des installations et se prêtera à toutes visites et contrôles demandés. De plus, l'exploitant s'engage à tenir compte des observations formulées et devra exécuter les travaux qui lui incombent dans le meilleur délai.

Dans le cadre de son devoir de conseiller technique, le mainteneur fera également connaître au gestionnaire les améliorations qui lui paraissent souhaitables pour la meilleure marche des installations.

Le contrôle d'exécution des prestations s'effectuera dans les conditions prévues dans le CCAP avant liquidation de la facture par le Gestionnaire, son représentant visera pour accord la facture de l'Exploitant.

IV INTERRUPTION DE SERVICE

Chaque intervention est programmée de manière à ne pas provoquer de gêne aux usagers, et notamment éviter toute interruption de la chaîne du froid.

Néanmoins, toute intervention programmable nécessitant une interruption de service doit faire l'objet d'une demande formelle préalable, a minima dix (10) jours ouvrés avant l'intervention, du mainteneur au gestionnaire, précisant notamment :

- La nature et l'étendue de l'intervention ;
- Le planning d'intervention (précisant la durée d'interruption du service) ;
- Les moyens humains et techniques prévus pour l'intervention.

V DEVOIR DE CONSEIL

V.1 Sécurité - conformité

D'une façon générale, il est attendu du mainteneur qu'il joue pleinement son rôle de conseil technique. Ainsi, l'exploitant devra avertir par écrit le gestionnaire :

- De l'évolution de la réglementation et examinera avec lui les éventuelles conséquences sur les installations et les conditions d'exploitation
- Des anomalies constatées lors de ses visites et relevant de la conformité des installations à la réglementation en vigueur
- Des améliorations ou modifications que doivent subir les installations et les locaux pour satisfaire à la réglementation en vigueur ;
- Des contrôles et visites réglementaires à effectuer.

L'exploitant est également tenu d'informer immédiatement le gestionnaire lorsqu'il détecte une anomalie (de fonctionnement, d'utilisation ou intrinsèque à l'appareil) pouvant avoir des conséquences pour le fonctionnement, la disponibilité, ou la sécurité des appareils et des personnes.

V.2 Économies d'énergie

Le mainteneur titulaire analysera avec le gestionnaire les diverses mesures susceptibles de conduire à des économies d'énergie et le fera bénéficier de son expérience acquise sur d'autres installations. Les propositions de l'exploitant seront synthétisées dans le rapport annuel et accompagnées d'un estimatif d'investissement et d'économie annuelle.

Le mainteneur devra en outre être en capacité d'optimiser les installations notamment les paramètres de régulation. A cet effet, les techniciens seront sensibilisés, formés et accompagnés par un référent efficacité énergétique.

VI PROCÉDURE EN CAS DE SINISTRE

En cas de sinistre le mainteneur a pour les installations relevant de sa compétence telles que décrites dans le contrat, la responsabilité :

- De déclencher toutes les actions nécessaires de sauvegarde ;
- De mettre en œuvre tous les moyens utiles de secours et / ou de remplacement ;
- De prévenir le gestionnaire.

En particulier, en cas de panne supérieure à 4 heures entraînant une coupure de production de froid

VII OBLIGATIONS DU GESTIONNAIRE

Le gestionnaire met à la disposition du mainteneur, en nombre défini dans les PV de prise en charge des installations, les clefs, télécommandes, badges, etc. d'entrées des sites, d'accès aux installations, et de cadenas d'échelle. L'exploitant a la responsabilité d'en équiper son personnel. Si l'exploitant souhaite installer un dispositif particulier (tubes scellés dans le mur par exemple), il devra auparavant demander l'accord du gestionnaire et les travaux correspondants seront à sa charge. Le gestionnaire :

- S'interdit d'utiliser à d'autres fins les locaux et installations mis à la disposition de l'exploitant ;
- Maintient clos et couverts et en bon état les locaux mis à la disposition de l'exploitant ;
- Assure à ses frais toutes les prestations et fournitures, telles que l'eau, l'énergie et l'électricité, qui ne sont pas à la charge du titulaire, et qui sont nécessaires à la bonne marche des installations ;
- Fournit à l'exploitant toutes informations nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- Informe l'exploitant de toutes modifications des personnels en relation avec lui ;
- Doit rendre, à ses frais, les installations conformes à la législation ou réglementation en vigueur ;
- S'engage à transmettre dans un délai adapté les documents nécessaires au bon déroulement de la prestation

Visites réglementaires

Les missions de contrôle sécurité incendie et sécurité des personnes par un Bureau de Contrôle restent à la charge et à l'initiative du Gestionnaire. L'Exploitant en sera averti au préalable et devra mettre à disposition le personnel nécessaire au bon déroulement de la mission.

XII ANNEXES

XII.1 Annexe 1 : Liste du matériel

XII.2 Annexe 2 : Gammes de maintenance

XII.3 Annexe 7 : plan de masse du site

XII.4 Annexe 8 : plan de situation des zones froides